

GRANDE RÉGION Lancement de la conférence des conseils de développement

Le “tricoté fin” démocratique

La conférence des conseils de développement de la grande région a été lancée mardi à Mulhouse. C'est Philippe Aubert de la région mulhousienne et Dominique Valck du Grand Nancy qui en ont été élus coprésidents.

« **LES CONSEILS DE DÉVELOPPEMENT** sont un outil d'ingénierie citoyenne, d'intelligence collective », lance Dominique Valck, président du conseil de développement durable Grand Nancy.

Nés de la loi Voynet de 1999 pour représenter la société civile dans les intercommunalités de plus de 50 000 habitants, ces conseils voient leur seuil passer, avec la loi NOTRe de 2015, à 20 000 habitants : « Ils vont pousser comme des champignons, notamment dans les territoires ruraux », souligne cet ingénieur de recherche à l'université de Lorraine.

D'où l'idée d'une conférence des conseils de développement, d'ailleurs envisagée dès avant la constitution de la grande région elle-même, « pour mettre en pla-



Philippe Aubert, de la région mulhousienne, et Dominique Valck, du Grand Nancy, ont été élus coprésidents. PHOTO DNA-M.M.

ce une vraie vision politique ». Un outil, donc, « pas un contre-pouvoir ; car on ne peut pas être instrumentalisés ». Et ce, même si la question du financement des conseils de développement par les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) qui les portent – et parfois en partie par les régions –, soulève, encore, le problème des territoires ruraux qui ont moins de moyens et où la démocratie parti-

cipative est pour l'instant moins ancrée.

« C'est aussi à cela que la conférence servira : à chercher des moyens pour les plus petits d'entre nous », considère Philippe Aubert, président du conseil de développement de la région mulhousienne.

À cette première conférence, 13 d'entre eux étaient représentés, mais leur nombre pourrait être de 70 désormais, dans la grande ré-

gion. L'intérêt sera donc l'échange d'expériences, l'enrichissement mutuel. Différents sujets structurants ont été évoqués, comme les transports, l'enseignement supérieur, la solidarité, la ruralité...

« Contrairement aux CESER qui peuvent apporter leur avis d'experts, les conseils de développement ambitionnent d'apporter une vision plus fine, citoyenne, du projet de société », explique Philippe Aubert. Ils se veulent un partenaire incontournable des élus et un gage de la qualité du débat démocratique participatif. Les conseils de développement envisagent d'ailleurs de proposer des formations à leurs membres voire à tous citoyens intéressés.

« C'est par la qualité de nos travaux que nous serons crédibles aux yeux des élus et que nous ferons preuve de notre utilité aux yeux des citoyens ». Une rencontre est prévue en mai avec le CESER et rendez-vous sera pris avec la Région pour présenter le projet de la conférence des conseils de développement, dans son rôle d'animation du débat citoyen. ■

MICHÈLE MARCHETTI